

Tous unis pour le service public d'éducation !

25 000 postes supprimés en 4 ans dans l'Éducation Nationale, plus de 2 500 pour l'Académie de LILLE, et le gouvernement annonce, pour 2007, 8700 nouvelles suppressions (15 000 dans la Fonction Publique).

On peut s'attendre à ce que la rentrée 2007 soit encore plus désastreuse que la rentrée 2006, à moins que nous ne soyons capables de réagir dès maintenant pour dénoncer les nouvelles dégradations des conditions de travail.

A cette rentrée de septembre 2006 :

- ce sont des effectifs d'élèves par classe qui sont encore en augmentation,
- c'est une nouvelle baisse de la scolarisation des deux ans en maternelle.
- c'est une baisse des horaires au cycle central (5ème et 4ème) des collèges
- ce sont des heures supplémentaires de plus en plus nombreuses imposées aux personnels,
- c'est un développement encore accru de la précarisation (3000 « Contrats d'Avenir » ou contrat aidés de 10 mois recrutés dans les écoles),
- ce sont des professeurs des écoles stagiaires utilisés comme moyens d'enseignement au détriment de leur formation.
- c'est la remise en cause du droit de l'éducation pour tous avec les menaces d'expulsion de dizaines d'élèves sans papiers

Autant de mesures qui ne permettront ni de lutter efficacement contre l'échec scolaire ni d'enrayer la dégradation des conditions de travail des élèves et des personnels.

Pour ce gouvernement, la réponse à l'échec scolaire passe par le développement de l'apprentissage dès 14 ans, la loi dite de « l'égalité des chances » ne rendant plus la scolarité obligatoire jusque 16 ans. Ces 5 dernières années, plus de 3000 postes (personnels enseignant et administratif) ont été retirés à l'académie de Lille, une académie où de nombreux indicateurs de la réussite scolaire sont en dessous des moyennes nationales.

Nous refusons cette logique et nous demandons :

- **un collectif budgétaire à cette rentrée 2006** pour des moyens permettant d'assurer un enseignement de qualité, et la scolarisation de tous ceux qui le souhaitent.
- **un budget pour 2007 sans suppressions de postes** qui marque la priorité à l'investissement dans la formation des jeunes,
- **le réemploi avec formation des personnels précaires** afin d'assurer leur titularisation,
- **l'arrêt du transfert de missions et de personnels aux collectivités territoriales**
- **des moyens pour assurer la réussite de tous les jeunes dans l'enseignement supérieur public.**

Une forte mobilisation et un front syndical unitaire ont permis de faire reculer le gouvernement sur le CPE !:

Mobilisons-nous dès maintenant, pour exiger de meilleures conditions de travail, et luttons pour un budget 2007 tenant réellement compte des besoins sociaux en éducation et en formation.

Grève nationale unitaire des personnels
jeudi 28 septembre
Manifestation régionale Lille porte de Paris 14h30